

Nancy, le 17 novembre 2021

**à Mme Véronique GUILLOTIN,
Sénatrice de la Meurthe et Moselle**

Objet : situation très préoccupante du Centre des Finances Publiques de Longwy.

Mme la Sénatrice,

nous vous contactons au sujet de la situation du Centre des Finances Publiques (CFP) de Longwy. Situation que nous jugeons très préoccupante.

Vous vous en souvenez probablement, le 15 juillet 2019, le Trésorier de Longwy avait mis fin à ses jours dans les locaux mêmes de la Trésorerie.

Suite à cela, une commission d'enquête avait été mise en place et un cabinet d'audit extérieur avait établi un rapport.

Ce rapport soulignait, notamment, un mal-être des agents dans un contexte de conditions de travail dégradées.

Suite à la publication de ce rapport, un « plan d'action » a été mis en place afin de remédier à cela.

Or, force est de constater que depuis, la situation ne s'est pas améliorée. Loin de là.

Lors d'une récente visite de notre délégation du CHS-CT, nous n'avons pu que constater l'écart entre les besoins des agents et les actions présentées dans ce plan.

Il est urgent et nécessaire qu'un engagement soit pris par la Direction pour la mise en place d'objectifs réalistes et concrets, à même de faire baisser les risques psycho-sociaux auxquels sont exposés les agents.

En terme d'emplois, les deux services du Centre des Finances Publiques, à savoir la Trésorerie et le Service des Impôts des Particuliers, accusent un sous-effectif criant (soit à cause d'emplois non pourvus, soit en raison d'arrêts maladie directement liés à ce manque d'effectif.)

De plus, les équipes ne sont pas stabilisées, car constituées, pour partie, non pas d'agents des finances publiques à proprement parler, mais d'auxiliaires, d'apprentis ou encore de contractuels.

Au niveau des formations professionnelles, on constate également de gros manques, les agents nouvellement affectés étant souvent livrés à eux-mêmes, les anciens n'ayant pas le temps nécessaire pour les former, faute d'effectifs suffisants pour assumer les charges courantes.

De gros manques aussi, au niveau de l'aide apportée à ces services par la Direction implantée à Nancy.

Les agents se sentent largement oubliés et abandonnés à leur triste sort.

Les représentants du personnel que nous sommes proposons des pistes afin que la situation s'améliore enfin.

Parmi ces propositions, figurent, par exemple :

- des créations d'emplois en nombre suffisant en lieu et place des actuelles suppressions d'emplois,
- des affectations d'agents titulaires ou futurs titulaires sur les postes vacants ou inoccupés pour cause d'arrêts-maladie ,
- une reconnaissance humaine et pécuniaire pour toutes et tous,
- un renforcement des formations,
- une vigilance accrue de la Direction à tous les signes évidents qui expriment de la souffrance au travail,
- un renouement du dialogue avec la mise en place effective de réunions au sein des services, entre les services et avec la Direction.

Par ailleurs, une autre idée, déjà discutée en CHS-CT, est à travailler.

A savoir, faire le point avec le Maire de Longwy, ainsi qu'avec le Préfet de Meurthe et Moselle pour voir s'il est possible d'intégrer le Centre des Finances Publiques dans le QPV (Quartier Prioritaire de la Ville, ex-ZUS) « Voltaire », ce qui permettrait aux agents de prétendre à une meilleure rémunération.

Vous l'aurez donc compris, Mme la Sénatrice, la situation du Centre des Finances Publiques de Longwy est très préoccupante.

Nous nous tenons à votre disposition pour échanger avec vous sur ce sujet.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'agréer, Mme la Sénatrice, nos salutations distinguées.

Cordialement,

les membres du CHS-CT Finances 54,

Jean-Christophe Berche, représentant Solidaires et secrétaire du CHS-CT

Patrick Duhem, représentant Solidaires

Jérôme Antoine, représentant CFDT

Didier Houillon, représentant FO

Didier Cunat et Franck Stocker, représentants CGT